



Communiqué de presse Fidex : 14 octobre 2025

La Fidex alerte : les prisons belges au bord du gouffre, le politique doit agir maintenant

Depuis 29 ans, la Fédération bruxelloise des services actifs pour les personnes détenues et ex-détenues (Fidex) défend sans relâche les droits des personnes privées de liberté et les conditions d'exercice des 14 services externes qu'elle rassemble — soit près de 80 professionnel·les engagé·es au quotidien dans les prisons bruxelloises.

Alors que la Belgique est sans gouvernement bruxellois depuis 493 jours et que la politique du gouvernement fédéral va continuer à aggraver la situation des personnes les plus précaires, la Fidex tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme.

Une politique du « tout à la prison » sans résultats

Depuis plusieurs législatures, nous assistons à un durcissement des réponses judiciaires, à une approche sécuritaire qui fait de l'enfermement la réponse quasi exclusive à des réalités sociales, sanitaires et humaines complexes.

« Nous faisons face à une politique du tout à la prison qui n'apporte aucune solution durable, ni pour les personnes détenues, ni pour les équipes qui les accompagnent », déclare Kris Meurant, président de la Fidex. « Les droits fondamentaux sont bafoués chaque jour ; les conditions de détention sont inacceptables. » Cette situation n'est évidemment pas sans conséquence sur les conditions de travail de toute une série de professionnel·les, qu'ils et elles soient internes ou externes à la prison.

Pour quels résultats ?

Des politiques pénales inadaptées et dangereuses

La Fidex dénonce :

- la création de nouvelles places carcérales au lieu d'investir dans la prévention et la réinsertion ;
- le durcissement des contrôles (tests drogues, surveillance électronique, etc.) ;
- la précarisation accrue de certaines catégories sociales, dont les effets se répercutent déjà et se répercuteront toujours plus jusque dans les prisons.

Depuis près d'un an, la Fidex s'est dotée d'un **baromètre**¹ : un outil d'observation et d'analyse qui met en évidence les difficultés structurelles rencontrées au quotidien et les entraves à l'exercice des missions d'aide et de réinsertion dans les prisons bruxelloises.

Ces constats rejoignent les alertes répétées du secteur social, académique, de la santé et de la justice : **il est temps que le politique écoute enfin la réalité du terrain.**

Repenser le sens de la peine

La Fidex appelle à mobiliser davantage la justice restauratrice — médiation pénale, travaux d'intérêt général, accompagnement social — et à transférer la santé en prison au SPF Santé afin de garantir un réel droit à la santé. Un dialogue renouvelé entre les communautés, la Justice et les services externes est indispensable pour assurer une réinsertion réaliste et humaine.

Aujourd'hui encore, nous demandons aux autorités de sortir de l'immobilisme, de garantir le respect effectif des droits fondamentaux pour les personnes détenues ainsi qu'un cadre de travail digne pour les professionnel·les.

« Si une société se juge à l'état de ses prisons, la Belgique doit avoir le courage de se regarder en face », conclut Kris Meurant de la Fidex. « *Nous appelons les responsables politiques à agir, à écouter le terrain et à redonner du sens à la justice.* »

Investir dans la justice pour une insertion efficace

L'augmentation du budget afin de viser une préparation à la sortie pendant la détention est un réel défi à relever, et ce, depuis plusieurs années sur la région de Bruxelles-Capitale mais pas seulement.

Cette action offre la possibilité à l'État d'assurer à ces citoyens une prise en charge globale et individualisée. Cet investissement budgétaire confère à l'État un engagement profond dans le domaine de l'insertion et répond à ses condamnations par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

En sus, déployer et offrir les moyens nécessaires aux prisons ainsi qu'aux services externes, permet de réduire les coûts à long terme. Intervenir dès la détention permet de résoudre les problèmes avant la sortie de prison, ce qui entraîne une diminution des coûts après la sortie de prison.

Contact presse

Kris Meurant, président de la Fidex (<https://www.fidexbru.be/>)

Téléphone : 0479/26.54.37

Mail : fidexbru@gmail.com

¹ <https://www.fidexbru.be/elementor-40/barometre/>